



PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 53 du 21 décembre 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 22 décembre 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	1378
RESEAU FERRE DE FRANCE.....	1378
SERVICE ORGANISATION ET DOCUMENTATION	1378
Extrait de la décision du 15 novembre 2010 de déclassement du domaine public (Établie en deux exemplaires originaux) Réf. RFF : 20108648 -	
Gestionnaire : NEXITY Agence NSPM/Strasbourg.....	1378
Extrait de la décision du 21 octobre 2010 de déclassement du domaine public (Établie en deux exemplaires originaux) Réf. RFF : 20108579 -	
Gestionnaire : NEXITY Agence NSPM/Strasbourg.....	1378
Extrait de la décision du 21 octobre 2010 de déclassement du domaine public (Établie en deux exemplaires originaux) Réf. RFF : 20108577 -	
Gestionnaire : NEXITY Agence NSPM/Strasbourg.....	1378
Extrait de la décision du 19 octobre 2010 de déclassement du domaine public (Établie en deux exemplaires originaux) Réf. RFF : 20108565 -	
Gestionnaire : NEXITY Agence NSPM/Strasbourg.....	1379
Extrait de la décision du 20 octobre 2010 de déclassement du domaine public (Établie en deux exemplaires originaux) Réf. RFF : 20108568 -	
Gestionnaire : NEXITY Agence NSPM/Strasbourg.....	1379
Extrait de la décision du 15 novembre 2010 de déclassement du domaine public (Établie en deux exemplaires originaux) Réf. RFF : 20108647 -	
Gestionnaire : NEXITY Agence NSPM/Strasbourg.....	1379
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1380
CABINET	1380
Service interministériel de défense et de la protection civile	1380
Extrait de l'arrêté N°14-175/2010/SIDPC54/SECOURISME du 7 décembre 2010 accordant le renouvellement de l'agrément de formations aux premiers secours à la Croix Rouge Française.....	1380
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES	1380
Bureau des réglementations	1380
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3538.....	1380
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à SAINT-NICOLAS-DE-PORT - Dossier n° 2008/3540	1380
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à TOMBLAINE - Dossier n° 2008/3954.....	1381
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VITRIMONT - Dossier n° 2008/3958.....	1381
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NEUVES-MAISONS - Dossier n° 2008/4268	1381
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à JOEUF - Dossier n° 2008/4416	1381
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-LES-NANCY - Dossier n° 2010/0030	1382
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0448.....	1382
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à LAXOU - Dossier n° 2008/4744.....	1382
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LONGUYON - Dossier n° 2010/0532	1383
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0542	1383
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0566	1384
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à HOMECOURT - Dossier n° 2010/0573	1385
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à VILLERUPT - Dossier n° 2010/0589	1385
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0605	1386
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE	1387
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1387
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 autorisant la modification de la compétence n° 10 de la communauté de communes du bassin de Pompey	1387
Bureau des procédures environnementales.....	1387
Extrait de la Commission du 10 décembre 2010 d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur de Meurthe-et-Moselle	1387
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE - AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE	1391
Bureau des procédures environnementales - Délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle.....	1391
Extrait de l'arrêté du 20 décembre 2010 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage du puits du dépôt SNCF et de la source de la Machine, sur la commune de LONGUYON et par la commune de LONGUYON b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	1391
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1396
Bureau de l'interministérielle.....	1396
Arrêté N°10.OSD.11 du 15 décembre 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle	1396
Arrêté N°10.OSD.12 du 15 décembre 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Xavier HUMBERT, directeur départemental du trésor public, responsable du pôle pilotage et ressources de la DDFIP de Meurthe-et-Moselle	1397
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	1398
Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles	1398
Extrait de l'arrêté du 16 décembre 2010 autorisant l'adhésion de la commune de CHENEVIÈRES à la communauté de communes du Lunévillois	1398
Extrait de l'arrêté du 16 décembre 2010 autorisant le retrait de la commune de CHENEVIÈRES de la communauté de communes des Vallées du Cristal.....	1398
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	1398
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant adhésion de la commune de FOUG et modification des statuts de la communauté de communes du Tulois	1398
Extrait de l'arrêté du 16 décembre 2010 portant changement du siège social du syndicat intercommunal d'aménagement et d'entretien de l'Ingressin	1398
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1399
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1399
DELEGATION TERRITORIALE DE MOSELLE.....	1399
Extrait de l'arrêté ARS N° 57 D - 1107 du 21 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement CH BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010	1399
Extrait de l'arrêté ARS N° 57 D - 1108 du 21 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement HOPITAL - JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010	1399
Extrait de l'arrêté ARS - DT - 57 N° 1206 du 16 août 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement CH BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2010.....	1399
Extrait de l'arrêté ARS - DT - 57 N° 1207 du 16 août 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement HOPITAL - JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2010	1400
Extrait de l'arrêté ARS - DT - 57 N° 1399 du 21 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement CH BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010	1400
Extrait de l'arrêté ARS - DT - 57 N° 1400 du 21 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement HOPITAL - JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010	1400
Extrait de l'arrêté ARS - DT - 57 N° 2010/ 1468 du 19 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement CH BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010.....	1400
Extrait de l'arrêté ARS - DT - 57 N° 2010/1469 du 19 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement HOPITAL - JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010.....	1401
Extrait de l'arrêté ARS N° 57 DT - 1502 du 9 novembre 2010 modifiant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de BRIEY pour l'exercice 2010	1401

Extrait de l'arrêté ARS – DT – 57 N° 2010/1580 du 23 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement CH BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010.....	1401
Extrait de l'arrêté ARS – DT – 57 N° 2010/1581 du 23 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement HOPITAL - JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010.....	1402
Extrait de l'arrêté ARS-DT-57 N° 2010/1628 du 16 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement CH BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010.....	1402
Extrait de l'arrêté ARS-DT-57 N° 2010/1629 du 16 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement HOPITAL - JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010.....	1402
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1403
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1403
Cellule veille sécurité sanitaire et environnementale.....	1403
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux du forage du Grand Couronné, sur la commune de BOUXIERES-AUX-CHENES, par la communauté de communes du Grand Couronné b) d'établissement des périmètres de protection du point d'eau, du forage du Grand Couronné à BOUXIERES-AUX-CHENES 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine	1403
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1404
Service agriculture, forêt, chasse	1404
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 460 du 8 décembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à PETTONVILLE - HABLAINVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3176 – RECTIFICATIF à la parution dans le RAA n° 52 du 16 décembre 2010 (erreur dans le titre).....	1404
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 463 du 8 décembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MAGNIERES - VALLOIS - MOYEN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3177 – RECTIFICATIF à la parution dans le RAA n° 52 du 16 décembre 2010 (erreur dans le titre).....	1405
Extrait de l'arrêté n° 467/2010 du 14 décembre 2010 prononçant une distraction et une application du régime forestier - Territoire communal de BAYONVILLE-SUR-MAD	1405
Service aménagement durable, urbanisme, risques	1405
Extrait de l'arrêté du 4 novembre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de JOUDREVILLE ..	1405
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS	1406
Extrait de l'arrêté du 20 décembre 2010 portant création du comité d'hygiène et de sécurité (CHS) de la direction départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle	1406
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	1406
Extrait de l'arrêté du 10 décembre 2010 portant clôture des travaux de remaniement du cadastre de la commune de VANDIERES	1406
AUTRES SERVICES.....	1406
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	1406
Direction générale.....	1406
Extrait de la décision N° 2010-T01 du 10 décembre 2010 créant une tarification pour les actes à visée esthétique, pour convenance personnelle ou rituelle, et fixant un tarif pour les actes de circoncision	1406
Délégation de signature du 14 décembre 2010 relative à l'application du code des marchés publics.....	1407

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES

RESEAU FERRE DE FRANCE
SERVICE ORGANISATION ET DOCUMENTATION

Extrait de la décision du 15 novembre 2010 de déclassement du domaine public (Établie en deux exemplaires originaux) Réf. RFF : 20108648 - Gestionnaire : NEXITY Agence NSPM/Strasbourg

Le président du conseil d'administration,

CONSIDERANT que le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public,

DECIDE

Article 1^{er} : Les terrain sis à VILLE-EN-VERMOIS (Meurthe-et-Moselle) tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune⁽¹⁾ sont déclassés du domaine public ferroviaire.

Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
		Section	Numéro	
VILLE-EN-VERMOIS	Solin Bois	E	668p	18938
VILLE-EN-VERMOIS	Solin Bois	E	666	182
			TOTAL	19120

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie de VILLE-EN-VERMOIS et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 15 novembre 2010

Pour le Président et par délégation,
 Le Directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne
 Philippe LAUMIN
 Par délégation,
 Le chef du Service Aménagement et Patrimoine,
 Bertrand WAHL

Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée 67000 STRASBOURG.

Extrait de la décision du 21 octobre 2010 de déclassement du domaine public (Établie en deux exemplaires originaux) Réf. RFF : 20108579 - Gestionnaire : NEXITY Agence NSPM/Strasbourg

Le président du conseil d'administration,

CONSIDERANT que le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public,

DECIDE

Article 1^{er} : Le terrain sis à REMONCOURT (Meurthe-et-Moselle) tel qu'il apparaît dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune⁽¹⁾ est déclassé du domaine public ferroviaire.

Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
		Section	Numéro	
REMONCOURT	Benauquarelle	ZN	29p	17125
			TOTAL	17125

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie de REMONCOURT et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 21 octobre 2010

Pour le Président et par délégation,
 Le Directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne
 Philippe LAUMIN
 Par délégation,
 Le chef du Service Aménagement et Patrimoine,
 Bertrand WAHL

Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée 67000 STRASBOURG.

Extrait de la décision du 21 octobre 2010 de déclassement du domaine public (Établie en deux exemplaires originaux) Réf. RFF : 20108577 - Gestionnaire : NEXITY Agence NSPM/Strasbourg

Le président du conseil d'administration,

CONSIDERANT que le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public,

DECIDE

Article 1^{er} : Le terrain sis à ECROUVES (Meurthe-et-Moselle) tel qu'il apparaît dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune⁽¹⁾ est déclassé du domaine public ferroviaire.

Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
		Section	Numéro	
ECROUVES	LES RONCHERES	AK	522p	167
ECROUVES	LES RONCHERES	AK	577p	411
			TOTAL	578

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie d'ECROUVES et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).
Strasbourg, le 21 octobre 2010

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne
Philippe LAUMIN
Par délégation,
Le chef du Service Aménagement et Patrimoine,
Bertrand WAHL

Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée 67000 STRASBOURG.

Extrait de la décision du 19 octobre 2010 de déclassement du domaine public (Établie en deux exemplaires originaux) Réf. RFF : 20108565 - Gestionnaire : NEXITY Agence NSPM/Strasbourg

Le président du conseil d'administration,

CONSIDERANT que le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public,

D E C I D E

Article 1^{er} : Le terrain sis à VILLERUPT (Meurthe-et-Moselle) tel qu'il apparaît dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune⁽¹⁾ est déclassé du domaine public ferroviaire.

Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
		Section	Numéro	
VILLERUPT	La Delle	AC	72p	649
			TOTAL	649

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie de VILLERUPT et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).
Strasbourg, le 19 octobre 2010

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne
Philippe LAUMIN
Par délégation,
Le chef du Service Aménagement et Patrimoine,
Bertrand WAHL

Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée 67000 STRASBOURG.

Extrait de la décision du 20 octobre 2010 de déclassement du domaine public (Établie en deux exemplaires originaux) Réf. RFF : 20108568 - Gestionnaire : NEXITY Agence NSPM/Strasbourg

Le président du conseil d'administration,

CONSIDERANT que le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public,

D E C I D E

Article 1^{er} : Le terrain sis à ECROUVES (Meurthe-et-Moselle) tel qu'il apparaît dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune⁽¹⁾ est déclassé du domaine public ferroviaire.

Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
		Section	Numéro	
ECROUVES	POLYGONE	AK	522p	341
ECROUVES	LES RONCHERES	AK	577p	358
			TOTAL	699

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie de ECROUVES et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).
Strasbourg, le 20 octobre 2010

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne
Philippe LAUMIN
Par délégation,
Le chef du Service Aménagement et Patrimoine,
Bertrand WAHL

Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée 67000 STRASBOURG.

Extrait de la décision du 15 novembre 2010 de déclassement du domaine public (Établie en deux exemplaires originaux) Réf. RFF : 20108647 - Gestionnaire : NEXITY Agence NSPM/Strasbourg

Le président du conseil d'administration,

CONSIDERANT que le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public,

D E C I D E

Article 1^{er} : Le terrain sis à VILLE-EN-VERMOIS (Meurthe-et-Moselle) tel qu'il apparaît dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune⁽¹⁾ est déclassé du domaine public ferroviaire.

Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
		Section	Numéro	
VILLE-EN-VERMOIS	SOLIN BOIS	E	665p	2665
			TOTAL	2665

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie de VILLE-EN-VERMOIS et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).
Strasbourg, le 15 novembre 2010

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne
Philippe LAUMIN
Par délégation,
Le chef du Service Aménagement et Patrimoine,
Bertrand WAHL

Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée 67000 STRASBOURG.

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET

Service interministériel de défense et de la protection civile

Extrait de l'arrêté N°14-175/2010/SIDPC54/SECOURISME du 7 décembre 2010 accordant le renouvellement de l'agrément de formations aux premiers secours à la Croix Rouge Française

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er – La Délégation Départementale de la Croix-Rouge Française est reconnue et agréée au niveau départemental, pour assurer les différentes formations aux premiers secours mentionnées dans la demande en date du 26/11/2010, en application du titre 2, chapitre 2, de l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 susvisé, pour une période de deux années à compter de la date de notification du présent arrêté ;

Article 2 – L'agrément renouvelé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non respect des conditions fixées par l'arrêté ministériel du 8 juillet 1992 relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours modifié ;

Article 3 – M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet, et M. le Directeur départemental adjoint à l'urgence, de la Délégation Départementale de la Croix-rouge française de Meurthe-et-Moselle, représentant légal de cet organisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 décembre 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
Frédéric BERNARDO

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau des réglementations

Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3538

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé boulangerie pâtisserie « les délices du faubourg » 32 Faubourg des 3 Maisons 54000 NANCY présentée par M André MICHEL ;

ARRETE

Article 1er – M André MICHEL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3538**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral 20 mai 1997 du 20 mai 1997 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur l'augmentation du nombre de caméras.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Michel ANDRE 32 Faubourg des 3 Maisons 54000 NANCY et dont copie sera transmise au Maire de la commune de NANCY.

Nancy, le 15 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à SAINT-NICOLAS-DE-PORT - Dossier n° 2008/3540

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé Boulangerie « COLSON » 3 Place de la République 54210 SAINT NICOLAS DE PORT présentée par M Jean-Luc COLSON ;

ARRETE

Article 1er – M Jean-Luc COLSON est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3540**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 17 septembre 2007 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur les caractéristiques techniques du matériel.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-Luc COLSON 3 place de la République 54210 SAINT NICOLAS DE PORT et dont copie sera transmise au Maire de la commune de SAINT NICOLAS DE PORT.

Nancy, le 15 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à TOMBLAINE - Dossier n° 2008/3954

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé stade de football Marcel PICOT 90 boulevard Jean Jaurès 545410 TOMBLAINE présentée par M Michel DUFRAISSE conseiller communautaire aux sports professionnels ;

ARRETE

Article 1er – M. Michel DUFRAISSE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3954**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral 16 avril 1999 susvisé, modifié le 18 novembre 2005 ;

Article 2 – Les modifications portent sur l'augmentation des caméras.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé, modifié demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, 22/24 Viaduc KENNEDY 54000 NANCY et dont copie sera transmise à la mairie de NANCY.

Nancy, le 15 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VITRIMONT - Dossier n° 2008/3958

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé Station ROC FRANCE ESSO RN 333 - Aire de Vitrimont 54300 VITRIMONT présentée par M Abdelkader AROUN ;

ARRETE

Article 1er – M Abdelkader AROUN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3958**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral 25 mai 2007 du 25 mai 2007 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur le changement de propriétaire et l'augmentation du nombre de caméras :

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Abdelkader AROUN RN 333 - Aire de Vitrimont 54300 VITRIMONT et dont copie sera transmise au Maire de la commune de VITRIMONT et au Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 15 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NEUVES-MAISONS - Dossier n° 2008/4268

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé Société EVOLIS (INTERMARCHE) rue Pasteur 54230 NEUVES MAISONS présentée par M Christian LEGATELLOIS ;

ARRETE

Article 1er – M Christian LEGATELLOIS est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4268**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral 20 mai 1997 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur l'augmentation du nombre de caméras et le changement de mode analogique en mode numérique.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Christian LEGATELLOIS rue Pasteur 54230 NEUVES MAISONS et dont copie sera transmise au Maire de la commune de NEUVES MAISONS.

Nancy, le 15 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à JOEUF - Dossier n° 2008/4416

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé magasin LIDL rue d'ARTY 54240 JOEUF présentée par M Emmanuel SOLOFRIZZO ;

ARRETE

Article 1er – M Emmanuel SOLOFRIZZO est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4416**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur l'augmentation du nombre de caméras ;

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Emmanuel SOLOFRIZZO ZA Lauvallières BP 25 57645 NOISSEVILLE et dont copie sera transmise au maire de la commune de JOEUF et au Sous-Préfet de BRIEY.

Nancy, le 15 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-LES-NANCY - Dossier n° 2010/0030

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Club de remise en forme « keep cool » ZA Porte Verte Espace Gremillon 54270 ESSEY LES NANCY présentée par Monsieur Julien PIEDBOEUF ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Julien PIEDBOEUF est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0030**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Julien PIEDBOEUF.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Julien PIEDBOEUF, 6 Espace Gremillon ZA Porte Verte 54270 ESSEY LES NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de ESSEY LES NANCY..

Nancy, le 15 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0448

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé SARL PROXILEOPOLD 24 cours Léopold 54000 NANCY présentée par Monsieur Mohamed BOUIDGHAGHEN ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Mohamed BOUIDGHAGHEN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2010/0448**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 05 octobre 2010 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur l'augmentation du nombre de caméras.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Mohamed BOUIDGHAGHEN 24 cours Léopold 54000 NANCY et dont copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 15 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à LAXOU - Dossier n° 2008/4744

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé SNC TABAC DES TROIS VILLES 49 Avenue de la Libération 54520 LAXOU, présentée par M Christian MEYER ;

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 22 décembre 1999, à M Christian MEYER est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4744**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M Christian MEYER 49 Avenue de la Libération 54520 LAXOU et dont copie sera transmise au Maire de la commune de LAXOU.

Nancy, le 15 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LONGUYON - Dossier n° 2010/0532

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Maison des Jeunes et de la Culture rue Albert LEBRUN 54260 LONGUYON présentée par Monsieur Pierre MERSCH maire de LONGUYON ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Pierre MERSCH est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0532**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Protection des bâtiments publics. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Fabienne PROVOST.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Pierre MERSCH maire, 1 place de l'Hôtel de Ville 54260 LONGUYON et dont une copie sera transmise au Sous-Préfet de BRIEY.

Nancy, le 15 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0542

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé restaurant « les 4 saisons » 16 rue des Maréchaux 54000 NANCY présentée par Monsieur Alain LELOUP ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Alain LELOUP est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0542**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Alain LELOUP.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 0 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Alain LELOUP, 16 rue des Maréchaux 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 15 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0566

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SARL « BONNIE DOON » 16 place Henry MENGIN 54000 NANCY présentée par Monsieur Jean-Pierre LAUGIER ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Jean-Pierre LAUGIER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0566**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Pierre LAUGIER.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jean-Pierre LAUGIER, 4 Faubourg de Saverne 67000 STRASBOURG et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 15 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à HOMECOURT - Dossier n° 2010/0573

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Déchetterie du Syndicat Intercommunal de Ramassage et de Traitement des Ordures Ménagères (SIRTOM) Zone du Haut des Tappes 54310 HOMECOURT présentée par Monsieur Olivier TRITZ président du SIRTOM;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Olivier TRITZ est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0573**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics, Autres (dépôts sauvages). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Olivier TRITZ.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Olivier TRITZ, 10 rue Mozart 54800 JARNY et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de HOMECOURT et au Sous-Préfet de BRIEY.

Nancy, le 15 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à VILLERUPT - Dossier n° 2010/0589

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé BUREAU DE TABAC HAVANITOS 56 avenue de la Libération 54190 VILLERUPT, présentée par Madame Nathalie MOMMATI ;

AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 24 février 2006, à Madame Nathalie MOMMATI est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2010/0589**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans *préjudice* d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Nathalie MOMMATI 56 Avenue de la Libération 54190 VILLERUPT et dont copie sera transmise au Maire de la commune de VILLERUPT et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, le 15 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0605

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SARL « Bar les Arcades » place Saint-Epvre 54000 NANCY présentée par Monsieur Alain BAGNAUD ;

AR R E T E

Article 1er – Monsieur Alain BAGNAUD est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0605**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue, Autres (monument classé). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Alain BAGNAUD.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Alain BAGNAUD, place Saint-Epvre 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 15 décembre 2010

Pour le préfet,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2010 autorisant la modification de la compétence n° 10 de la communauté de communes du bassin de Pompey**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que la majorité qualifiée exigée par les articles L5211-17 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte avant le terme de consultation ;

A R R E T EArticle 1^{er} : L'article 2, compétence n° 10, de la communauté de communes du bassin de Pompey est libellé comme suit :

"Compétence n° 10

Équipements sportifs d'intérêt communautaire

L'EPCI a en charge la construction, l'entretien et le fonctionnement des équipements sportifs d'intérêt communautaire à savoir :

- les piscines et les Complexes Sportifs Evolutifs Couverts (COSEC)

Pendant le temps scolaire, il assure le transport vers les piscines des élèves des classes maternelles et élémentaires et en période de vacances scolaires des enfants en centres de loisirs. Il participe au sein de ses équipements nautiques à la promotion, à la pratique et au développement des sports de compétition".

Le reste sans changement.

Article 2 : Les statuts actualisés resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 : Madame la sous-préfète chargée de mission, le sous-préfet de Toul et le président de la communauté de communes du bassin de Pompey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise aux maires des communes concernées et à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 décembre 2010

Le préfet,
 Pour le préfet et par délégation,
 La sous-préfète chargée de mission,
 Juliette TRIGNAT

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction de l'action locale, Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.

*Bureau des procédures environnementales***Extrait de la Commission du 10 décembre 2010 d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur de Meurthe-et-Moselle**

La présidente du tribunal administratif, présidente de la commission

D E C I D E

Article 1 : La liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2011 est annexée à la présente décision.

Article 2 : Cette liste pourra être consultée au greffe du tribunal administratif de NANCY et à la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Cette liste sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 décembre 2010

La présidente du tribunal administratif,
 Présidente de la commission,
 Claire SERRE

DÉPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Commission Départementale d'Aptitude aux fonctions de Commissaire Enquêteur
 LISTE D'APTITUDE 2011

NOM ET PRENOM	ADRESSE	FONCTIONS COORDONNÉES
Monsieur Jacques AUBERTIN	8, allée des bouleaux 54420 SAULXURES LES NANCY	Retraité DDEA
		09 61 54 46 75
		06 13 67 83 84
		jcaubertin@orange.fr
Monsieur Michel BASLY	16, Grande rue 54290 ROZELIEURES	Retraité Ingénieur télécom
		03 83 72 32 30
		06 16 81 30 12
		michel.basly@orange.fr
Monsieur Alain BECONCINI	17, place Albert Lebrun 54580 AUBOUÉ	Retraité Commercial
		03 82 22 27 66
		06 48 55 84 54
		becona@numericable.fr
Madame Rachida BENELMIR	12, rue Malvina Cezard 54180 HOUEMONT	Gérante de société
		06 16 81 30 12
		contact@santener.fr
Monsieur Riad BENELMIR	12, rue Malvina Cezard 54180 HOUEMONT	Professeur d'université
		06 79 60 41 34
		contact@santener.fr
Monsieur Christian BERNEZ	83, boulevard de Champelle 54600 VILLERS les NANCY	Retraité Directeur de Préfecture
		03 83 40 71 14
		06 74 27 37 98
		christian.bernez@free.fr
Monsieur René BEUDIN	9, rue Chéret 54600 VILLERS les NANCY	Architecte retraité
		03 83 28 77 05
		rene.beudin@wanadoo.fr
Monsieur Jean-Jacques BIGORGNE	268, rue Jeanne d'Arc 54000 NANCY	Retraité Proviseur de lycée
		03 83 55 25 94
		06 76 81 06 86
		jjacques.bigorgne@wanadoo.fr

Monsieur Dominique BISIAUX	11, rue Émile Gallé 54800 JARNY	Chef d'Entreprise	
		03 82 20 75 05	FAX
		06 14 44 45 31	
		dom-ino.65@orange.fr	
Monsieur Jacques BOULAY	5, allée de Beauregard 54520 LAXOU	ingénieur	
		03 83 90 65 55	FAX
		06 87 42 03 78	
		jacques.boulay7@wanadoo.fr	
Monsieur Lionel BOURBIER	33, rue des Jardins 54690 LAY SAINT CHRISTOPHE	Retraité directeur france télécom	
		03 83 22 73 44	FAX
		06 87 32 55 59	
		lionel.bourbier@orange.fr	
Monsieur Roger BRUNANT	2, rue des Acacias 54550 PONT SAINT VINCENT	Retraité Ingénieur conseil	
		03 83 26 41 76	FAX 03 83 26 41 76
		06 70 21 74 93	
		roger.brunant@wanadoo.fr	
Monsieur Yvon BUCHART	2, route de Neuvron 54800 OLLEY	Retraité cadre commercial	
		03 82 33 82 80	FAX
		06 76 59 39 20	
		yvon.buchart@orange.fr	
Madame Guylène CAILLARD	1C rue de la Grandville 54720 CUTRY	Agent de voyage	
		03 82 26 31 75	FAX
		06 78 75 43 82	
		caillard.denis@neuf.fr	
Monsieur Claude CALAND	2, allée de Nivernais 54420 SAULXURES les NANCY	Retraité Ingénieur agronome	
		03 83 20 64 44	FAX
		06 28 20 06 20	
		claudecaland@yahoo.fr	
Monsieur Jean-Pierre CALLAIS	191, rue Emmanuel Didelot 54113 MONT le VIGNOLE	Ingénieur	
		03 83 62 56 35	FAX
		06 75 38 17 17	
		callaisjp@wanadoo.fr	
Monsieur Antoine CAPUTO	22 avenue du roi de Rome 54150 BRIEY	Retraité police	
		09 63 45 34 99	FAX
		06 85 36 43 36	
		antoine.c4@wanadoo.fr	
Monsieur Gérard CAUQUELIN	30, rue de la Mairie 54360 CHARMOIS	Retraité Ingénieur d'affaires	
		03 83 75 71 09	FAX
		06 63 24 71 09	
		gerard.cauquelin@free.fr	
Madame Emmanuelle COLSON	17, rue de la Chaussée 54540 SAINTE POLE	Directrice de l'urbanisme	
		03 83 74 53 05	FAX
		06 77 62 40 67	
		manue-colson@yahoo.fr	
Monsieur Alain CONRADT	11, rue de Graffigny 54000 NANCY	Architecte DPLG	
		03 83 40 69 34	FAX 03 83 40 63 55
		06 73 39 15 63	
		aapa.secretariat@wanadoo.fr	
Madame Evelyne COTE-CHOSSELER	42, rue du Sergent Bobillot 54000 NANCY	Ingénieur conseil en hydrologie	
		03 83 90 28 45	FAX 03 83 90 28 45
		06 08 47 14 73	
		evelyne.cote@club-internet.fr	
Monsieur Thierry DEHOVE	28, avenue du Général de Gaulle 54800 CONFLANS en JARNISY	Géomètre expert	
		03 82 33 08 10	FAX 03 82 33 28 84
		06 08 25 36 12	
		scpdhove1@wanadoo.fr	
Monsieur Jean DHERINE	7, rue Notre-Dame des Pauvres Res le coteau 54500 VANDOEUVRE LES NANCY	Maître de conférences consultant	
		03 83 51 29 50	FAX
		jean.dherine@wanadoo.fr	
Monsieur Serge DONNEN	6, rue des Andelins 54530 PAGNY SUR MOSELLE	Retraité SNCF	
		06 20 44 08 24	
		serge.donnen@gmail.com	
Monsieur Christian EULOGE	2, allée des Romains 54425 PULNOY	Retraité Bâtiment	
		03 83 29 06 89	FAX 03 83 29 06 89
		06 68 42 47 54	
		eulogechristian@yahoo.fr	
Monsieur Guillaume FOTRE	59, bis avenue Anatole France 54000 NANCY	Chargé d'étude urbanisme et environnement	
		06 08 52 26 68	FAX
		g.fotre@orange.fr	
Monsieur Gérard FOURRIERE	2 rue du Saule 54470 SEICHEPREY	Retraité Agriculteur	
		03 83 23 11 06	FAX 03 83 23 11 06
		06 70 44 06 88	
		g.fourriere832@orange.fr	

Monsieur Gilles GAUTHIER	4, allée des Cygnes 54300 LUNEVILLE	Retraité Gendarmerie	
		03 83 73 30 48	FAX
		06 87 91 77 48	
		gilles.gauthier1@orange.fr	
Madame Yveline GERARD	16, rue Victor Hugo Le Vert Village 54630 RICHARDMENIL	Retraîtée Ministère de l'Intérieur	
		03 83 25 22 77	FAX
		06 13 68 08 47	
		yveline.gerard54@orange.fr	
Monsieur Christian GEX	21 bis rue des Bingottes 54120 BACCARAT	Directeur fondation ELA	
		03 83 75 33 12	FAX
		06 85 73 97 93	
		ch.gex@wanadoo.fr	
Monsieur Gérald GIL	98 av du général de Gaulle 54910 VALLEROY	Retraité Education nationale	
		03 82 22 21 34	FAX
		06 68 67 65 39	
		geco.gil@orange.fr	
Monsieur Daniel GOUDOT	3, avenue de la Libération 54520 LAXOU	Expert-judiciaire	
		03 83 55 06 86	FAX 03 83 55 06 86
		06 62 26 09 96	
		d.goudot@experts-judiciaires.org	
Monsieur Denis GRANDMOUGIN	8 chemin du poirier Bise 54110 REMEREVILLE	Retraité Chef laboratoire	
		03 83 31 63 13	FAX
		06 21 76 80 86	
		grandmougin.denis@wanadoo.fr	
Monsieur Claude GRANGE	5 bis grande rue 54120 HABLAINVILLE	Retraité Gendarmerie	
		03 83 72 23 09	FAX
Monsieur Patrick GRANGE	5 grande rue 54120 HABLAINVILLE	Retraité gendarmerie	
		06 84 79 56 08	
		patrick.grange@wanadoo.fr	
Monsieur Yves GRY	43, avenue Anatole France 54000 NANCY	Professeur d'Université	
		03 83 40 43 77	FAX
		06 20 78 53 78	
		yves.gry@univ-nancy2.fr	
Monsieur Gérard HYPOLITE	Ferme de Trembloy 54800 HATRIZE	Agriculteur	
		03 82 33 36 46	FAX 03 82 33 36 46
		06 70 36 85 48	
		hypolitegerard@aol.com	
Monsieur Pierre IDOUX	41, rue des Cottages 54600 VILLERS les NANCY	Retraité Aménageur foncier	
		09 75 43 62 35	FAX
		06 75 47 12 16	
		idoux.pierre@wanadoo.fr	
Monsieur Francis JACOB	17, résidence du Val de Moselle 54290 VELLE SUR MOSELLE	Contrôleur du trésor	
		03 83 26 65 71	FAX
		06 63 59 82 33	
		francisjacob@wanadoo.fr	
Monsieur René JEUDY	3, rue de la Barotte 54970 LANDRES	Retraité gendarmerie	
		03 82 20 59 10	FAX
		06 66 40 09 47	
		rene.jeudy@orange.fr	
Madame Anne LAGORCE	7 bis rue Emile Levassor 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE	Ingénieur d'Études	
		03 83 48 26 52	FAX 03 83 48 26 52
		06 28 34 76 53	
		anne.lagorce@cegetel.net	
Monsieur Patrick LANG	161 rue Maurice Barrès 54700 PONT A MOUSSON	Attaché territorial	
		03 83 82 29 41	
Monsieur Jacques LANGLAIS	12, rue de Verdun 54200 TOUL	Retraité Ingénieur conseil	
		03 83 43 06 29	FAX 03 83 43 12 71
		06 70 03 90 06	
		langlais54@aol.com	
Monsieur Claude LEMOINE	7, rond point Kléber 54140 JARVILLE la MALGRANGE	Retraité Directeur régional télécom	
		03 83 56 76 81	FAX 03 83 56 76 81
		06 07 49 86 45	
		claudio.lemoine.jar@orange.fr	
Mademoiselle Claude LEUVREY	49 rue Raymond Poincaré 54500 VANDOEUVRE LES NANCY	Ingénieur agronome	
		Gérante et directrice société études	
		03 83 30 15 79	FAX 03 83 37 83 50
		06 23 58 48 01	
Monsieur Alain LOUIS	96, rue Albert 1 ^{er} 54800 JARNY	leuvrey@sepaam.com	
		Retraité	
		03 82 21 37 53	FAX
		06 09 31 14 08	
		alain.louis12@orange.fr	

Monsieur Michel MALGRAS	16, rue Martin 54370 HOEVILLE	Géomètre 03 83 72 01 74 06 12 16 05 67 michel.malgras@packsurfwifi.com	FAX
Madame Françoise MARC	2, rue de la Gare 54119 DOMGERMAIN	Retraîtée Attachée administratif au service de la navigation du Nord-Est 03 83 62 36 36 08 79 54 60 06 06 07 85 72 01 fmarc8@orange.fr	FAX 03 83 62 31 06
Monsieur Jean-Marie MAROTTE	2, rue Rimbaud 54630 RICHARDMENIL	Retraité Cadre aéronautique 03 83 25 88 90 06 80 43 85 95 J2mm@hotmail.fr	FAX 03 83 25 88 90
Madame Jacqueline MASSON	19, rue des Cottages 54600 VILLERS les NANCY	Retraîtée Directrice Régionale France télécom Ingénieur 03 83 28 12 42 06 82 55 53 80 jacklyn.masson@orange.fr	FAX
Monsieur Michel MATHIEU	6, route de Sorbey 54260 LONGUYON	Retraité D.D.E. 03 82 26 53 80 06 19 33 60 38 michel.mathieu54@orange.fr	FAX
Monsieur Jean-Pierre MICHEL	184, avenue Cardinal Tisserant 54200 TOUL	Retraité Armée de Terre 03 83 64 51 20 06 73 53 24 53 jpmicheltoul@free.fr	FAX
Monsieur Philippe MUCCHIELLI	69, avenue de la Libération 54524 LAXOU CEDEX	Eco-conseiller 06 83 87 29 78 philippe-mucchielli@cndep.com	FAX
Monsieur Alexandre MULLER	11 avenue Clémenceau 54150 BRIEY	Responsable projets 06 18 11 33 39 a.muller@sebl.fr	FAX 03 87 74 48 08
Monsieur Bernard OUDIN	1 place des imagiers 54140 JARVILLE la MALGRANGE	Retraité France télécom 03 83 56 39 90 06 58 75 96 86 ber-oudin@wanadoo.fr	FAX
Monsieur Alain PALISSON	13, rue Isabey 54000 NANCY	Retraité 03 83 27 21 44 06 19 67 51 97 alain.palisson@neuf.fr	FAX
Monsieur Robert PASSEMARD	34, rue du Parc 54425 PULNOY	Retraité Chef de département SNCF 03 83 21 09 05 06 42 40 69 27 rpassemard@numericable.fr	FAX
Monsieur François PERSON	25, rue Drouas BP 23 54202 TOUL CEDEX	Notaire 03 83 65 28 28 person-et-bodart@notaires.fr	FAX 03 83 63 12 73
Monsieur Michel-Ange PICARDAT	752, rue de la Gare 54710 LUDRES	Architecte 03 83 25 97 03 archi.map@wanadoo.fr	FAX 03 83 25 76 77
Monsieur Michel PIERRE	6 lotissement le Moulin 54360 MONT sur MEURTHE	Retraité Ingénieur agronome 03 83 75 77 02 06 82 69 83 33 pierre-michel@orange.fr	FAX 03 83 75 77.02
Monsieur Jean-Luc PLEIGNET	8, place de Kalsrhue 54000 NANCY	Chargé d'études DDE 03 83 28 68 75 06 10 29 97 21 jean.luc.pleignet@wanadoo.fr	FAX
Monsieur Jean-François REGNARD	56, cours Léopold 54000 NANCY	Retraité Notaire 06 71 78 08 17 regnardjeanfrancois@wanadoo.fr	FAX
Monsieur Pierre REVOL	37, avenue du Général de Gaulle 54280 SEICHAMPS	Hydrogéologue 03 83 20 36 46 06 80 10 26 26 revolpierre@free.fr	FAX 09 55 34 29 85
Monsieur René SARTELET	Résidence Andromède 10, rue de Norvège 54500 VANDOEUVRE les NANCY	Retraité Ingénieur 03 83 54 51 67 06 20 80 17 57 rene.sartelet@free.fr	FAX 03 83 54 51 67
Monsieur Michel SCHUTZ	21, rue Henry Dunant 54150 BRIEY	Retraité Directeur agence crédit agricole 03 82 46 25 82 06 80 72 85 18 mischutz@wanadoo.fr	FAX

Monsieur Jean-Paul SIMON	71, rue de la Bergerie 54840 GONDREVILLE	Retraité Colonel infanterie	
		03 83 63 64 63	FAX 03 83 63 64 63
		06 84 71 00 73	
Monsieur Philippe SOL	92, Rue de la Barre - BP 104 54704 PONT à MOUSSON	Architecte	
		03 83 80 18 15	FAX 03 83 80 18 15
		06 30 50 63 24	
Monsieur Michel STRICHER	68, avenue du Général Leclerc 54270 ESSEY les NANCY	ph.sol@wanadoo.fr	
		Retraité directeur DDE	
		03 83 21 23 57	FAX
Monsieur Dominique THIEBAUD	20, rue Léon Houot 54110 VARANGEVILLE	06 10 30 84 38	
		michelstricher@free.fr	
		Ingénieur agronome	
Monsieur Dominique VALCK	9 rue Gustave Petit 54000 NANCY	03 83 45 42 49	FAX 03 83 45 42 49
		06 15 30 28 10	
		bureau-thiebaud@wanadoo.fr	
Monsieur Pierre VERDEAUX	14, rue du pressoir 54520 LAXOU	Directeur d'agence associative	
		03 83 30 76 75	FAX
		06 79 83 49 57	
Monsieur Jean VIAL	21, rue de l'abbé Grégoire 54300 LUNEVILLE	dvalck@wanadoo.fr	
		Ingénieur Ponts et Chaussées	
		Voies navigables de France	
Monsieur Jean-Marie VOIRIOT	50, rue Frédéric Chopin 54250 CHAMPIGNEULLES	03 83 98 11 63	FAX
		06 62 74 95 58	
		verdeaux.pierre@orange.fr	
Monsieur Thierry WEILL	5 rue Haute 54340 POMPEY	Retraité Contrôleur des impôts	
		03 83 73 36 71	FAX
Monsieur Christian ZAMBONI	45, av des Vosges 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE	Retraité Fonction Publique Territoriale	
		03 83 38 26 93	FAX 03 83 38 26 93
		06 81 26 90 16	
		jm.voiriot@wanadoo.fr	
		Ingénieur paysagiste	
		03 83 49 98 61	FAX 03 83 49 98.92
		twp@weil-paysage.com	
		Retraité Métallurgie	
		03 83 48 34 48	FAX
		06 37 47 23 26	
		christian.zamboni@wanadoo.fr	

La présente liste arrêtée à 75 commissaires enquêteurs, jointe en annexe de la décision portant établissement de la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur du département de MEURTHE-et-MOSELLE pour l'année 2011, sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE et pourra être consultée au greffe du tribunal administratif de NANCY et à la préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE (Direction de l'action locale – bureau des procédures environnementales).

La présidente du tribunal administratif,
Présidente de la commission,
Claire SERRE

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE - AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

Bureau des procédures environnementales - Délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle

Extrait de l'arrêté du 20 décembre 2010 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage du puits du dépôt SNCF et de la source de la Machine, sur la commune de LONGUYON et par la commune de LONGUYON b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Longuyon, énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Longuyon ;

A R R E T E

Titre I – Dispositions générales

Article 1er - Objet

Le présent arrêté concerne :

1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par captage du puits du dépôt SNCF et de la source de la Machine, sur la commune de Longuyon et par la commune de Longuyon ;

2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eau ;

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 2 - Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par le puits du dépôt SNCF et la source de la Machine de Longuyon ;

2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eau ainsi que la définition des prescriptions associées à ces périmètres.

Titre II – Dérivation des eaux

Article 3 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par les captages ci-après identifiés :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II (m)		Altitude (m)
				X =	Y =	
Puits du dépôt SNCF	LONGUYON	ZH n°123	01123X0020	837 862	2 498 711	0
Source de la Machine	LONGUYON	AH n°52	01123X0009	836 553	2 500 724	244

Article 4 - Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder :

- pour le puits du dépôt SNCF : 876 00 m³/an à raison de 100 m³/h ;
- pour la source de la Machine : 292 000 m³/an à raison de 33,5 m³/h.

Article 5 - Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 6 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Article 7 - Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

Titre III – Périmètres de protection du point d'eau

Article 8 - Définition des périmètres de protection

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

8-1 Périmètres de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du puits du dépôt SNCF est situé sur la commune de Longuyon et concerne la parcelle ci-dessous :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles	Surfaces de l'emprise
LONGUYON	ZH	"Bourette"	123	00 ha 03 a 75 ca

Le périmètre de protection immédiate de la source de la Machine est situé sur la commune de Longuyon et concerne la parcelle ci-dessous :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles	Surfaces de l'emprise
LONGUYON	AH	"Sous Aubry"	52 pour partie	00 ha 06 a 00 ca

8-2 Périmètres de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée du puits du dépôt SNCF est situé sur la commune de Longuyon et concerne les parcelles suivantes :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
Longuyon	AN	"Froidcul"	3 à 10 ; 17 ; 18 ; 21 ; 22
	ZH	"Quart en Réserve"	25 à 27
	ZH	"Bourette"	68 ; 72 ; 73 ; 118 à 121 ; 124 ; 126 ; 127
	Chemin rural de Longuyon à Beuveille		
Surface totale de l'emprise du périmètre de protection rapprochée			78 ha 47 a 29 ca

Le périmètre de protection rapprochée de la source de la Machine est situé sur la commune de Longuyon et concerne les parcelles suivantes :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
Longuyon	AE	"Tranchans au-dessus de la Côte"	1
	AH	"Clos de Machelles"	1 à 3
	AH	"Moncel"	4 à 12
	AH	"Bois Machelles"	52 pour partie ; 71 ; 72 ; 74 ; 75 ; 86
	ZD	"Au-Dessus des Roses"	20 ; 22 ; 49 à 52
	ZD	"Clos de Machelles"	23 ; 24
	ZD	"Legrand Sort"	25 à 27
	ZD	"Les Tranchants"	28 à 32
	ZD	"Chemin de Moncel"	36
Route Nationale n°18 de Paris à Longwy et Luxembourg pour partie			
Chemin départemental n°29b de Longuyon à la frontière belge pour partie			
Rue de la forêt pour partie			
Surface totale de l'emprise du périmètre de protection rapprochée			51 ha 54 a 50 ca

8-3 Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée du puits du dépôt SNCF est situé sur la commune de Longuyon.

Le périmètre de protection éloignée de la source de la Machine est situé sur les communes de Longuyon et Viviers-sur-Chiers.

Un plan des périmètres de protection éloignée est annexé au présent arrêté.

Article 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection**9-1 Périmètres de protection immédiate**

Les terrains nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate sont la propriété de la commune de Longuyon et doivent le rester. Ils doivent être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

Les surfaces des périmètres de protection immédiate sont déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

9-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée du puits du dépôt SNCF sont interdits :

- En ce qui concerne les travaux souterrains sont interdits :

- * les forages, puits, captages des tiers dans le même aquifère ;
- * les sondages de reconnaissance ;
- * l'ouverture et l'exploitation de carrière ;
- * l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur ;
- * le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, excavations existantes à la signature du présent arrêté ;
- * la réalisation de mares et d'étangs.

- En ce qui concerne les stockages et dépôts, sont interdits :

- * les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits polluants susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- * les stockages d'hydrocarbures et de liquides inflammables ;
- * les stockages de produits chimiques ;
- * les stockages de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purins, lisiers) ;
- * les stockages d'effluents industriels ;
- * les stockages d'effluents domestiques collectifs ;
- * les stations d'épuration, le lagunage ;
- * les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

- En ce qui concerne les rejets, sont interdits :

- * les rejets d'eaux usées non traitées domestiques et industrielles ;
- * les rejets d'effluents agricoles ;
- * les bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

- En ce qui concerne les constructions, sont interdites :

- * la création de cimetières ;
- * la création de bâtiments d'élevage et d'engraissement ;
- * l'implantation de silos produisant des jus de fermentation.

- En ce qui concerne les activités agricoles, sont interdits :

- * le maraîchage, les serres et pépinières ;
- * l'épandage de lisiers, boues industrielles et boues de station d'épuration ;
- * le retournement des prairies permanentes existantes ;
- * le pacage, les abreuvoirs, les abris et les installations mobiles de traite à moins de 300 mètres des captages ;

- En ce qui concerne les activités forestières sont interdits :

- * les défrichements ;
- * l'utilisation de pesticides ;
- * les places de dépôt ;
- * le traitement du bois stocké ;
- * les sites d'affouragement ou d'agrenage de gibier à moins de 300 m des captages.

- En ce qui concerne les voies de communication est interdit :

- * l'utilisation de produits phytosanitaires pour le traitement des accotements des routes et des voies ferrées.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée de la source de la Machine sont interdits :

- En ce qui concerne les travaux souterrains sont interdits :

- * les forages, puits, captages des tiers dans le même aquifère ;
- * les sondages de reconnaissance ;
- * l'ouverture et l'exploitation de carrière ;
- * l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur ;
- * le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, excavations existantes à la signature du présent arrêté ;
- * la réalisation de mares et d'étangs.

- En ce qui concerne les stockages et dépôts, sont interdits :

- * les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits polluants susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- * les stockages d'hydrocarbures et de liquides inflammables ;
- * les stockages de produits chimiques ;
- * les stockages de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purins, lisiers) ;
- * les stockages d'effluents industriels ;
- * les stockages d'effluents domestiques collectifs ;
- * les stations d'épuration, le lagunage ;
- * les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

- En ce qui concerne les rejets, sont interdits :

- * les rejets d'eaux usées non traitées domestiques et industrielles ;
- * les rejets d'effluents agricoles ;
- * les bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

- En ce qui concerne les canalisations, sont interdites :

- * les canalisations d'eaux usées domestiques collectives ;
- * les canalisations d'eaux usées industrielles ;
- * les canalisations d'hydrocarbures et de produits chimiques liquides.

- En ce qui concerne les constructions, sont interdites :

- * la création de cimetières ;
- * la création de bâtiments d'élevage et d'engraissement ;
- * la création d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- * l'implantation de silos produisant des jus de fermentation.

- En ce qui concerne les activités agricoles, sont interdits :
 - * le maraîchage, les serres et pépinières ;
 - * l'épandage de lisiers, boues industrielles et boues de station d'épuration ;
 - * le retournement des prairies permanentes existantes ;
 - * le pacage, les abreuvoirs, les abris et les installations mobiles de traite à moins de 300 mètres des captages ;
 - * l'épandage de tout produit phytosanitaire, dont la molécule mère ou le métabolite serait retrouvé par deux analyses successives au niveau d'un captage (eau brute), à une teneur supérieure ou égale à la limite de qualité des eaux distribuées, par le laboratoire agréé spécialement désigné par le Préfet. Il en est de même pour toute molécule dont la valeur sanitaire maximale est inférieure à la limite de qualité des eaux distribuées.
 - En ce qui concerne les activités forestières sont interdits :
 - * les défrichements ;
 - * l'utilisation de pesticides ;
 - * les places de dépôt ;
 - * le traitement du bois stocké ;
 - * les sites d'affouragement ou d'agrenage de gibier à moins de 300 m des captages.
 - En ce qui concerne les voies de communication est interdit :
 - * l'utilisation de produits phytosanitaires pour le traitement des accotements des routes et des voies ferrées.
- A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée du puits du dépôt SNCF sont réglementés :
- En ce qui concerne les travaux souterrains :
 - * les fouilles, tranchées, excavations autorisées seront rebouchées par des matériaux inertes.
 - En ce qui concerne les rejets liquides :
 - * Tout projet de rejet d'eaux usées traitées devra être préalablement soumis à l'avis d'un hydrogéologue agréé ;
 - * Les eaux pluviales infiltrées passeront préalablement à leur infiltration dans un déboureur déshuileur dimensionné selon les besoins.
 - En ce qui concerne les constructions :
 - * Les travaux de voirie devront utiliser des matériaux provenant de carrière et n'ayant pas d'incidence sur la chimie de la nappe ;
 - * Les fossés d'évacuation d'eaux pluviales seront imperméabilisés jusqu'à l'aval hydraulique des captages ;
 - * Tout projet de construction devra être préalablement soumis à l'avis d'un hydrogéologue agréé ;
 - * Les constructions ou installations produisant des eaux usées doivent être raccordées au réseau public d'assainissement ou dotées d'un système d'assainissement autonome conforme aux normes en vigueur. L'autorisation de création ou de modification des systèmes d'assainissements autonomes doit être préalablement soumise à l'avis d'un hydrogéologue agréé.
 - En ce qui concerne les activités forestières :
 - * tous les défrichements ne relevant pas des dispositions des articles L311-1 et L312-1 et suivants du code forestier devront faire l'objet d'une autorisation préalable auprès de la DDT.
 - En ce qui concerne les eaux superficielles :
 - * tout projet susceptible de modifier l'écoulement des eaux superficielles par rapport à la situation existante fera l'objet d'une demande d'autorisation auprès du service chargé de la police de l'eau.
- A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée de la source de la Machine sont réglementés :
- En ce qui concerne les travaux souterrains :
 - * les fouilles, tranchées, excavations autorisées seront rebouchées par des matériaux inertes.
 - En ce qui concerne les rejets liquides :
 - * Tout projet de rejet d'eaux usées traitées devra être préalablement soumis à l'avis d'un hydrogéologue agréé ;
 - * Les eaux pluviales infiltrées passeront préalablement à leur infiltration dans un déboureur déshuileur dimensionné selon les besoins.
 - En ce qui concerne les constructions :
 - * Les travaux de voirie devront utiliser des matériaux provenant de carrière et n'ayant pas d'incidence sur la chimie de la nappe ;
 - * Les fossés d'évacuation d'eaux pluviales seront imperméabilisés jusqu'à l'aval hydraulique des captages ;
 - * Tout projet de construction devra être préalablement soumis à l'avis d'un hydrogéologue agréé ;
 - * Les constructions ou installations produisant des eaux usées doivent être dotées d'un système d'assainissement autonome conforme aux normes en vigueur. Leur autorisation de création ou de modification doit être préalablement soumise à l'avis d'un hydrogéologue agréé.
 - En ce qui concerne les activités agricoles :
 - * l'épandage d'amendement, d'engrais chimiques et de produits phytosanitaires seront conduits selon le Code des Bonnes Pratiques Agricoles ;
 - * pour chaque parcelle, sera tenu un cahier où seront notés le type de culture, la culture intermédiaire mise en place ou la gestion de la repousse, les dates de labour, de semis, d'épandages des produits fertilisants et des phytosanitaires ainsi que leurs natures et les doses. Ces cahiers devront être normalisés et tenus dans les mêmes unités pour en faciliter l'interprétation. Ils seront transmis chaque année à la commune de Longuyon.
 - En ce qui concerne les activités forestières :
 - * tous les défrichements ne relevant pas des dispositions des articles L311-1 et L312-1 et suivants du code forestier devront faire l'objet d'une autorisation préalable auprès de la DDT.
 - En ce qui concerne les eaux superficielles :
 - * tout projet susceptible de modifier l'écoulement des eaux superficielles par rapport à la situation existante fera l'objet d'une demande d'autorisation auprès du service chargé de la police de l'eau.
- 9-3 Périmètres de protection éloignée :
- A l'intérieur des périmètres de protection éloignée du puits SNCF et de la source de la Machine sont réglementés :
- En ce qui concerne les travaux souterrains :
 - * Les forages ou sondages de reconnaissance seront soumis à l'avis favorable du service compétent ;
 - * Les forages, puits et captages d'eau seront soumis à l'avis favorable du service compétent, après réalisation d'une étude hydrogéologique préalable destinée à vérifier l'absence d'impact sur les captages ;
 - * Tout projet de carrière devra faire l'objet de l'avis d'un hydrogéologue agréé appuyé sur une étude hydrogéologique comportant l'exposé des mesures prises pour la protection de la ressource en eau ;
 - * L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de 2 m de profondeur sera limitée à la stricte durée nécessaire des travaux et toute protection sera prise pour la protection de la ressource en eau ;
 - * Le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées sera réalisé à l'aide de matériaux extraits ou naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe ;
 - * La création de plans d'eau et de mares est soumise à autorisation.
 - En ce qui concerne les stockages et dépôt de produits polluants :
 - * Tout stockage ne pourra se faire que sur aire étanche et, pour les produits liquides, dans des cuves à double enveloppe ou munies de bassins de rétention étanches, abritées des eaux pluviales et de capacité au moins égale aux volumes stockés ;
 - * Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains seront étanches. En cas de surverse, une étude hydrogéologique préalable destinée à vérifier l'absence d'impact sur les captages devra être présentée.

- En ce qui concerne les canalisations :
 - * Toute canalisation de transport de produit polluant devra être étanche.
- En ce qui concerne les rejets liquides :
 - * Tout projet de rejet d'eaux usées traitées devra être préalablement soumis à l'avis favorable du service compétent ;
 - * Les eaux pluviales infiltrées passeront préalablement à leur infiltration dans un déboureur déshuileur dimensionné selon les besoins.
- En ce qui concerne les constructions :
 - * Les travaux de voirie devront utiliser des matériaux provenant de carrière et n'ayant pas d'incidence sur la chimie de la nappe ;
 - * Les fossés d'évacuation des eaux pluviales seront imperméabilisés jusqu'à l'aval hydraulique des captages ;
 - * Les constructions ou installations produisant des eaux usées doivent être raccordées au réseau public d'assainissement ou dotées d'un système d'assainissement autonome conforme aux normes en vigueur. L'autorisation de création ou de modification des systèmes d'assainissements autonomes doit être préalablement soumise à l'avis favorable du service compétent.
- En ce qui concerne les activités agricoles :
 - * Le pacage des animaux sera limité à un chargement permettant le maintien d'un couvert végétal permanent ;
 - * Les épandages agricoles seront conduits selon le Code des Bonnes Pratiques Agricoles et conformément à la réglementation en vigueur.
- En ce qui concerne les activités forestières :
 - * Tous les défrichements ne relevant pas des dispositions des articles L311-1 et L312-1 et suivants du code forestier devront faire l'objet d'une autorisation préalable auprès de l'administration compétente.
- En ce qui concerne les eaux superficielles :
 - * Tout projet susceptible de modifier l'écoulement des eaux superficielles par rapport à la situation existante fera l'objet d'une demande d'autorisation auprès du service chargé de la police de l'eau.

Article 10 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai d'un an à compter de la publication du présent arrêté préfectoral :

- Source de la Machine :
 - * mise en place d'une clôture autour du périmètre de protection immédiate, avec portail d'accès fermant à clef ;
 - * abattage des arbres situés à l'intérieur du périmètre de protection immédiate ;
 - * révision de l'ensemble de l'ouvrage afin de supprimer ou obturer les canalisations inutiles ;
 - * vérification de l'étanchéité vis-à-vis des eaux superficielles
 - * réalisation d'accès étanches et mise en place d'aérations grillagées ;
 - * mise en place de dispositifs empêchant la pénétration de petits animaux par les trop-pleins ;
 - * abaissement du niveau de l'étang en aval immédiat du captage de 20 cm pour mettre hors d'eau le trop plein et éviter ainsi le risque de pénétration d'eaux superficielles dans le captage ;
 - * détournement des eaux de surface vers le ruisseau.
- Captage de Froidcul :
 - * abandon du captage dans le respect des éléments mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement et, conformément aux prescriptions générales applicables aux sondages, forages, puits et ouvrages souterrains soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.0.

Article 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations de l'article 9 dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

Article 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes de Longuyon et Viviers-sur-Chiers sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 13 - Publicité

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Il est affiché à la mairie des communes de Longuyon et Viviers-sur-Chiers pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes au périmètre de protection devront être annexées aux documents d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3 du code de l'urbanisme.

Les maires des communes de Longuyon et Viviers-sur-Chiers conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Titre IV – Utilisation de l'eau à des fins de consommation humaine

Article 14 - Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 15 – Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement de désinfection agréé par le ministère chargé de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Article 16 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme d'analyses organisé par le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

Titre V – Dispositions diverses

Article 17 - Pièces annexées

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- annexe 1 : plan de localisation de la source de la Machine au 1/15 000e et plan de localisation du puits du dépôt SNCF au 1/10 000e ;
- annexe 2 : plans parcellaires des périmètres de protection immédiate et rapprochée ;
- annexe 3 : états parcellaires

Article 18 - Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ou de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

Article 19 - Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée au bureau des recherches géologiques et minières, à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, à l'agence de l'eau Rhin Meuse, au tribunal administratif.

Article 20 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur général de l'agence régionale de santé, le directeur départemental des territoires, le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, les maires des communes de Longuyon et Viviers-sur-Chiers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS*Bureau de l'interministérialité***Arrêté N°10.OSD.11 du 15 décembre 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;
VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés ;

VU le décret du président de la République du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 modifiés, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution des budgets des ministères de l'éducation nationale, des transports, de l'urbanisme et du logement, de l'environnement et de la jeunesse et des sports.

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère chargé des affaires sociales ;

VU les arrêtés interministériels du 23 mars 1994 et du 7 janvier 2003 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;

VU l'arrêté du 1^{er} Ministre en date du 1^{er} janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10.OSD.07 du 28 juin 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de M. secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est accordée à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées au titre des programmes suivants :

Programme 106 "Action en faveur des familles vulnérables"

Programme 109 "Aide à l'accès au logement"

Programme 124 "Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative"

Programme 135 "Développement et amélioration de l'offre de logement"

Programme 137 "Égalité entre les hommes et les femmes "

Programme 147 "Politique de la ville"

Programme 157 "Handicap et dépendance"

Programme 163 "Jeunesse et vie associative"

Programme 177 "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables"

Programme 183 "Protection maladie"

Programme 216 "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur"

Programme 217 "Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer"

Programme 219 "Sport"

Programme 304 " Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales"

Programme 333 "Moyens mutualisés des administrations déconcentrées"

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités, y compris en ce qui concerne les recettes d'indus de primes exceptionnelles de RMI.

Un compte rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire ainsi qu'un tableau de bord des indicateurs de réalisation des différents programmes me seront adressés trimestriellement.

Article 3 : Délégation de signature est également donnée à M. le directeur départemental de la cohésion sociales de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

Article 4 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables de Mme l'administrateur général des finances publiques, qui restent soumis à ma signature.

Article 5 : M. le directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

Article 6 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de Mme l'administrateur général des finances publiques.

Article 7 : Délégation de signature est accordée à M. Daniel BOUFFIER directeur départemental de la cohésion sociale, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les programmes visés à l'article 1^{er} du présent arrêté. Les niveaux d'évaluations des besoins et les procédures suivies seront conformes au règlement départemental en vigueur.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 €HT pour les marchés de fournitures et services et 5 270 000 €HT pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à M. le directeur départemental de la cohésion sociale pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Article 8 : Délégation de signature est également accordée à M. le directeur départemental de la cohésion sociale à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Article 9 : M. le directeur départemental de la cohésion sociale m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 €HT. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Article 10 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 210 000€HT en matière de travaux pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, M. le directeur départemental de la cohésion sociale peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

Article 11 : En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services, et des marchés inférieurs à 210 000 €HT en matière de travaux, M. le directeur départemental de la cohésion sociale peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Article 12 : L'arrêté préfectoral n° 10.OSD.07 du 28 juin 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, est abrogé.

Article 13 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental de la cohésion sociale et Mme l'administrateur général des finances publiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 15 décembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Arrêté N°10.OSD.12 du 15 décembre 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Xavier HUMBERT, directeur départemental du trésor public, responsable du pôle pilotage et ressources de la DDFIP de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics ;

VU le décret du président de la République du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels du 21 décembre 1982, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère de l'économie et des finances et les arrêtés modificatifs des 31 mars 1983, 24 octobre 1983, 5 janvier 1984, 6 août 1984 et 14 février 1991 ;

VU la décision de M. le ministre de l'économie et des finances du 7 juin 1996, confiant la présidence du comité d'hygiène et de sécurité inter directionnel de Meurthe-et-Moselle au directeur des services fiscaux ;

VU la décision du ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État en date du 05 mars 2010, d'affecter Mme Françoise NOITON, directrice départementale des finances publiques, à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle à compter du 31 mars 2010 ;

VU le courrier du 13 janvier 2010 du chef du bureau des ressources humaines (RH1B) du ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, affectant Monsieur Xavier HUMBERT, directeur départemental du trésor public, en qualité de responsable du pôle pilotage et ressources à la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10.OSD.08 du 13 août 2010 accordant à Monsieur Xavier HUMBERT délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics ;

SUR proposition de M. secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

Article 1er : Dans l'article 2 de l'arrêté du 13 août 2010 susvisé :

le terme « programme 318 conduite et pilotage des politiques économiques, financières et industrielles » est remplacé par « programme 218 conduite et pilotage des politiques économiques et financières ».

le terme « compte affectation spéciale 0722 » est remplacé par « compte affectation spéciale 0723 »

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2011.

Nancy, le 15 décembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE*Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles***Extrait de l'arrêté du 16 décembre 2010 autorisant l'adhésion de la commune de CHENEVIERES à la communauté de communes du Lunévillois**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATANT que les conditions de majorité sont remplies ;

ARRETE

Article 1er – Le périmètre de la communauté de communes du Lunévillois est étendu, à compter du 1er janvier 2011, à la commune de CHENEVIERES.

Article 2 – Le sous-préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes du Lunévillois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à la Direction Départementale des Finances Publiques et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 16 décembre 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Philippe SAFFREY

Extrait de l'arrêté du 16 décembre 2010 autorisant le retrait de la commune de CHENEVIERES de la communauté de communes des Vallées du Cristal

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATANT que les conditions de majorité sont remplies ;

ARRETE

Article 1er – Le retrait de la commune de CHENEVIERES de la communauté de communes des vallées du Cristal est autorisé à compter du 1er janvier 2011.

Article 2 – Le sous-préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes des vallées du Cristal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à la Direction Départementale des Finances Publiques et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 16 décembre 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Philippe SAFFREY

SOUS-PREFECTURE DE TOUL**Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant adhésion de la commune de FOUG et modification des statuts de la communauté de communes du Toulais**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que la totalité des communes membres s'est prononcée avant le terme du délai de consultation sur la modification du périmètre de la communauté de communes ;

CONSIDERANT que la majorité qualifiée requise par les articles L. 5211-18, L. 5211-17 et L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : L'adhésion de la commune de Foug à la communauté de communes du Toulais est autorisée à compter du 1^{er} janvier 2011. La commune de Foug sera représentée au sein du conseil communautaire par 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants.

Article 2 : Les compétences de la communauté de communes, telles que définies par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2006, sont étendues à compter du 1^{er} janvier 2011 :

- à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 26 ans, par le biais de la Mission Locale et du dispositif subsidiaire d'aide sociale assuré par le Fonds d'Aide aux Jeunes,
- aux compétences exercées par le syndicat intercommunal scolaire pour l'enseignement du 1^{er} cycle de Toul :
 - . gestion et équipement d'une cuisine centrale au collège Croix-de-Metz de Toul,
 - . fourniture et livraison des repas pour les services des collectivités adhérentes et pour les centres de loisirs implantés sur le territoire,
 - . gestion et équipement d'équipements sportifs structurants pour le territoire : gymnase et terrains à Toul Croix-de-Metz, stade, gymnase et terrains à Toul Valcourt.

Article 3 : Les statuts modifiés sont annexés au présent arrêté.

Article 4 : Le sous-préfet de Toul et le président de la communauté de communes du Toulais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et à la directrice départementale des finances publiques et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 15 décembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Hubert ESPIASSE

Extrait de l'arrêté du 16 décembre 2010 portant changement du siège social du syndicat intercommunal d'aménagement et d'entretien de l'Ingressin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que la majorité qualifiée requise par les articles L. 5211-20 et L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : L'article 2 des statuts du syndicat intercommunal d'aménagement et d'entretien de l'Ingressin est désormais rédigé comme suit :

« Son siège est fixé à : Hôtel de Ville de Toul – 13 rue de Rigny – 54200 Toul »

Un exemplaire des statuts modifiés restera annexé au présent arrêté.

Article 2 : Le sous-préfet de Toul et le président du syndicat intercommunal d'aménagement et d'entretien de l'Ingressin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et à la directrice départementale des finances publiques et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 16 décembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Hubert ESPIASSE

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
DELEGATION TERRITORIALE DE MOSELLE**

Extrait de l'arrêté ARS N° 57 D - 1107 du 21 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement CH BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 538 819 € soit :

1) 2 464 325 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 161 449 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes

42 792 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU)

-258 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG)

257 497 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques

2 845 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE)

2) 54 270 € au titre des spécialités pharmaceutiques

3) 20 224 € au titre des produits et prestations

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution

Article 3 – La Déléguée Territoriale de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au secrétaire général de l'établissement et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle

Metz, le 21 juillet 2010

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine
Pour le Directeur Général et par délégation
La Déléguée Territoriale de la Moselle
Chantal KIRSCH

Extrait de l'arrêté ARS N° 57 D - 1108 du 21 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement HOPITAL - JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 312 581 € soit :

312 581 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

178 753 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes

136 460 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD

-2 632 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution

Article 3 – La Déléguée Territoriale de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au secrétaire général de l'établissement et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle

Metz, le 21 juillet 2010

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine
Pour le Directeur Général et par délégation
La Déléguée Territoriale de la Moselle
Chantal KIRSCH

Extrait de l'arrêté ARS – DT – 57 N° 1206 du 16 août 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement CH BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 719 253 € soit :

1) 2 647 238 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 326 111 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes

41 158 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU)

8 461 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG)

267 500 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques

4 008 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE)

2) 57 608 € au titre des spécialités pharmaceutiques

3) 14 407 € au titre des produits et prestations

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution

Article 3 – La Déléguée Territoriale de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle

Metz, le 16 août 2010

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine,
Pour le Directeur Général et par délégation,
Pour la déléguée territoriale de la Moselle,
L'animateur territorial,
Paul-Charles AUBERT

Extrait de l'arrêté ARS – DT – 57 N° 1207 du 16 août 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement HOPITAL - JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 240 806 € soit :

240 806 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

167 163 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes

73 447 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD

196 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution

Article 3 – La Déléguee Territoriale de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle
Metz, le 16 août 2010

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine,
Pour le Directeur Général et par délégation,
Pour la déléguée territoriale de la Moselle,
L'animateur territorial,
Paul-Charles AUBERT

Extrait de l'arrêté ARS – DT – 57 N° 1399 du 21 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement CH BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 397 503 € soit :

1) 2 300 816 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 007 161 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes

45 656 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU)

245 067 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques

2 932 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE)

2) 75 613 € au titre des spécialités pharmaceutiques

3) 21 074 € au titre des produits et prestations

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution

Article 3 – La Déléguee Territoriale de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle
Metz, le 21 septembre 2010

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine
Pour le Directeur Général et par délégation
La Déléguee Territoriale de la Moselle
Chantal KIRSCH

Extrait de l'arrêté ARS – DT – 57 N° 1400 du 21 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement HOPITAL - JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 232 576 € soit :

232 576 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

132 819 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes

99 681 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD

76 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution

Article 3 – La Déléguee Territoriale de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle
Metz, le 21 septembre 2010

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine
Pour le Directeur Général et par délégation
La Déléguee Territoriale de la Moselle
Chantal KIRSCH

Extrait de l'arrêté ARS – DT – 57 N° 2010/ 1468 du 19 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement CH BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 298 353 € soit :

1) 2 197 961 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 914 886 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes

36 780 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU)

10 375 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG)

233 461 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques

2 459 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE)

2) 73 596 € au titre des spécialités pharmaceutiques

3) 26 796 € au titre des produits et prestations

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution

Article 3 - La Déléguée Territoriale de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au secrétaire général de l'établissement et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle

Metz, le 19 octobre 2010

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine
Pour le Directeur Général et par délégation
La Déléguée Territoriale de la Moselle
Chantal KIRSCH

Extrait de l'arrêté ARS - DT - 57 N° 2010/1469 du 19 octobre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement HOPITAL - JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 325 218 € soit :

325 218 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

215 283 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes

92 482 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD

17 453 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution

Article 3 - La Déléguée Territoriale de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au secrétaire général de l'établissement et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle

Metz, le 19 octobre 2010

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine
Pour le Directeur Général et par délégation
La Déléguée Territoriale de la Moselle
Chantal KIRSCH

Extrait de l'arrêté ARS N° 57 DT - 1502 du 9 novembre 2010 modifiant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de BRIEY pour l'exercice 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de BRIEY

n° FINESS entité juridique : 54 000 076 7

n° FINESS de l'établissement : 54 000 107 0

est modifié pour l'année 2010, aux articles 2 à 4 du présent arrêté

Article 2 - Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est modifié comme suit :

Dotation annuelle de financement (D.A.F.)

8.472.270 €

Décision modificative n° 1

29.100 €

8.501.370 €

Article 3 - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié comme suit :

Dotation annuelle de financement (M.I.G.A.C.)

4.761.830 €

Décision modificative n° 1

220.615 €

4.982.445 €

Article 4 - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale est sans changement

1.636.776 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences (sans changement)

(sans objet) pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe

(sans objet) pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse

Article 5 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, 4 rue Bénit - 54035 NANCY, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles

Article 6 - La Déléguée Territoriale de la Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle

Metz, le 9 novembre 2010

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine
Pour le Directeur Général et par délégation
La Déléguée Territoriale de la Moselle
Chantal KIRSCH

Extrait de l'arrêté ARS - DT - 57 N° 2010/1580 du 23 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement CH BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2.548.936 € soit :

1) 2.426.648 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2.144.772 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes

37.372 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU)

152 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG)

239.850 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques

4.502 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE)

- 2) 93.860 € au titre des spécialités pharmaceutiques
3) 28.428 € au titre des produits et prestations

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Article 3 - La Déléguée Territoriale de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au secrétaire général de l'établissement et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle

Metz, le 23 novembre 2010

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine
Pour le Directeur Général et par délégation
La Déléguée Territoriale de la Moselle
Chantal KIRSCH

Extrait de l'arrêté ARS - DT - 57 N° 2010/1581 du 23 novembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement HOPITAL - JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 254.851 € soit :

- 254.851 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
177.819 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes
76.276 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD
756 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution

Article 3 - La Déléguée Territoriale de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au secrétaire général de l'établissement et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle

Metz, le 23 novembre 2010

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine
Pour le Directeur Général et par délégation
La Déléguée Territoriale de la Moselle
Chantal KIRSCH

Extrait de l'arrêté ARS-DT-57 N° 2010/1628 du 16 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement CH BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2.739.219 € soit :

- 1) 2.639.409 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2.363.362 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes
39.952 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU)
231.583 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques
4.512 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE)
2) 77.656 € au titre des spécialités pharmaceutiques
3) 22.154 € au titre des produits et prestations

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution

Article 3 - La Déléguée Territoriale de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur général de l'établissement et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle

Metz, le 16 décembre 2010

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine
Pour le Directeur Général et par délégation
La Déléguée Territoriale de la Moselle
Chantal KIRSCH

Extrait de l'arrêté ARS-DT-57 N° 2010/1629 du 16 décembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'établissement HOPITAL - JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 252.632 € soit :

- 252.632 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
171.556 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes
87.055 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD
- 5.979 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution

Article 3 - La Déléguée Territoriale de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle

Metz, le 16 décembre 2010

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine
Pour le Directeur Général et par délégation
La Déléguée Territoriale de la Moselle
Chantal KIRSCH

**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Cellule veille sécurité sanitaire et environnementale

Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2010 portant 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux du forage du Grand Couronné, sur la commune de BOUXIERES-AUX-CHENES, par la communauté de communes du Grand Couronné b) d'établissement des périmètres de protection du point d'eau, du forage du Grand Couronné à BOUXIERES-AUX-CHENES 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'avis du commissaire enquêteur est favorable à l'établissement des périmètres de protection du point d'eau et aux travaux de dérivation des eaux par captage du forage du Grand Couronné ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que l'avis de la Mission Inter Services de l'Eau (MISE) est favorable à l'instauration de ces périmètres sur la base des arrêtés de dérivation préalables ;

AR R E T E

Titre I – Dispositions générales

Article 1er - Objet

Le présent arrêté concerne :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par captage du forage du Grand Couronné sur la commune de BOUXIERES-AUX-CHENES et par la communauté de communes du Grand Couronné ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour du forage du Grand Couronné ;
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 2 – Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par le forage du Grand Couronné de la communauté de communes du grand Couronné, situé sur la commune de BOUXIERES-AUX-DAMES ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau ainsi que la définition des prescriptions associées à ces périmètres.

Titre II – Dérivation des eaux

Article 3 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par le captage ci-après identifié :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert I (m)		Altitude (m)
				X =	Y =	
forage du Grand Couronné	Bouxières-aux-Chênes	Section YC n°34	02302X0098	887353	2423725	229,8

Article 4 - Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 2 000 m³/j soit 730 000 m³/an.

Article 5 - Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 6 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus telles que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Article 7 - Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

Titre III – Périmètres de protection du point d'eau

Article 8 - Définition des périmètres de protection

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

8-1 Périmètres de protection immédiate

Les périmètres de protection immédiate du forage du Grand Couronné sont situés sur les communes de BOUXIERES-AUX-CHENES et concernent la parcelle ci-dessous :

Commune	Lieu dit	Section	N° de parcelle
Bouxières-aux-Chênes	La Fin de Bouxières	YC	34

8-2 Périmètres de protections rapprochée et éloignée

Compte-tenu des conditions géologiques en présence et des prescriptions de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique, aucun périmètre de protection rapprochée ou éloignée ne sera mis en place.

Article 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection immédiate

Le terrain nécessaire à la constitution du périmètre de protection immédiate est la propriété de la communauté de communes du Grand Couronné et doit le rester. Il est clôturé et accessible qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

La surface du périmètre de protection immédiate est déboisée et régulièrement entretenue. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Article 10 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai de 18 mois :

- Clôture grillagée du périmètre de protection immédiate ;
- Clôtures grillagées au niveau des réservoirs.

L'ensemble des installations (ouvrages de captage, installations de traitement, réservoirs, réseau de distribution ...) sera régulièrement entretenu et maintenu en bon état de fonctionnement.

Article 11 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune de BOUXIERES-AUX-CHENES est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 12 - Publicité

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Une copie de l'arrêté est affichée en mairie de BOUXIERES-AUX-CHENES pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection devront être annexées aux documents d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3 du code de l'urbanisme

Le maire de la commune de BOUXIERES-AUX-CHENES conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Titre IV – Utilisation de l'eau à des fins de consommation humaine

Article 13 - Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Ne pouvant prélever une eau brute dont la température est inférieure ou égale à 25°C et les concentrations en chlorures inférieures ou égales à 200 mg/L, la collectivité est autorisée à prélever une eau brute ayant une température et des concentrations en chlorures supérieures aux valeurs limites de qualité fixées par l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3 et R.1321-7 du code de la santé publique.

Article 14 - Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, de traitement de défermentation biologique agréé par le ministère chargé de la santé. Le mélange avec l'eau provenant de la communauté urbaine du Grand Nancy permet de diminuer les teneurs en arsenic, sodium et chlorures. La désinfection est assurée par ultra-violet afin d'éliminer les légionelles présentes dans l'eau naturellement chaude puis par du chlore après le mélange afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Article 15 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, selon la réglementation en vigueur.

Titre V – Dispositions diverses

Article 16 – Pièces annexées

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- Etat parcellaire du périmètre de protection immédiate
- Plan parcellaire des périmètres de protection immédiate et rapprochée
- Extrait de carte IGN au 1/10 000 du périmètre de protection immédiate.

Article 17 - Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ou de sa notification au propriétaire de la parcelle incluse dans le périmètre de protection immédiate.

Article 18 - Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée au bureau des recherches géologiques et minières, à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, à l'agence de l'eau Rhin Meuse, au tribunal administratif.

Article 19 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le délégué territorial de l'agence régionale de santé, le directeur départemental des territoires, le président de la communauté de commune du Grand Couronné, le maire de la commune de BOUXIERES-AUX-CHENES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Les annexes à cet arrêté sont consultables à la mairie de BOUXIERES AUX CHENES.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 460 du 8 décembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à PETTONVILLE - HABLAINVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3176 – RECTIFICATIF à la parution dans le RAA n° 52 du 16 décembre 2010 (erreur dans le titre)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/10/2010 par la SCEA DU HAUT DES ROSES (Messieurs FRANCOIS Gérald et Lucien) à HABLAINVILLE concernant 119,08 ha situés à PETTONVILLE et HABLAINVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement - M. LIBAIRE François intègre la SCEA .

VU l'absence de demande concurrente,

D E C I D E

Article 1er : La SCEA DU HAUT DES ROSES, composée de Messieurs FRANCOIS Gérald et Lucien, est autorisée à exploiter 119,08 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA DU HAUT DES ROSES (Messieurs FRANCOIS Gérard et Lucien).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs FRANCOIS Gérard et Lucien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PETTONVILLE et HABLAINVILLE pour affichage.

Nancy, le 8 décembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Pour le directeur départemental,
La directrice adjointe,
Mme FOTRE-MUILLER

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 463 du 8 décembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MAGNIERES - VALLOIS - MOYEN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3177 – RECTIFICATIF à la parution dans le RAA n° 52 du 16 décembre 2010 (erreur dans le titre)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/10/2010 par Monsieur DEMANGE Richard à VALLOIS concernant 25,25 ha situés à MAGNIERES - VALLOIS et MOYEN ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat sur 65 ha.48 (dont 40 ha.23 de biens de famille).

VU l'absence de demande concurrente,

D E C I D E

Article 1er : Monsieur DEMANGE Richard est autorisé, sous réserve d'installation aidée au plus tard le 31/12/2011, à exploiter 25,25 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DEMANGE Richard.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur DEMANGE Richard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MAGNIERES - VALLOIS et MOYEN pour affichage.

Nancy, le 8 décembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Pour le directeur départemental,
La directrice adjointe,
Mme FOTRE-MUILLER

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- *Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.*

- *Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX*

Extrait de l'arrêté n° 467/2010 du 14 décembre 2010 prononçant une distraction et une application du régime forestier - Territoire communal de BAYONVILLE-SUR-MAD

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1er – Il est fait distraction du régime forestier la parcelle de terrains désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune d'Arnaville	Bayonville sur Mad	La petite Montagne	A	576	0 ha 85 a 62
				Total	0 ha 85 a 62

Article 2 – Il sera fait application du régime forestier sur la parcelle ci-après à compter de la date de signature de l'échange :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune d'Arnaville	Bayonville sur Mad	La petite Montagne	A	573	0 ha 48 a 32
				Total	0 ha 48 a 32

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée aux maires de ARNAVILLE et BAYONVILLE SUR MAD.

Nancy, le 14 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
M. MARTY

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Extrait de l'arrêté du 4 novembre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de JOUDREVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1er : Le plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) est approuvé sur le territoire de la commune de JOUDREVILLE. Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné :

- Le Républicain Lorrain

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché dans la mairie de la commune sus-visée et à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de LANDRES pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public dans la mairie de la commune sus-visées et à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de LANDRES, à la direction départementale des territoires, à la sous-préfecture de BRIEY et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental des territoires, le maire de la commune sus-visée, le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de LANDRES, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'Aménagement et du logement ,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 4 novembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Extrait de l'arrêté du 20 décembre 2010 portant création du comité d'hygiène et de sécurité (CHS) de la direction départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Il est créé auprès du comité technique paritaire de la direction départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle un comité d'hygiène et de sécurité ayant compétence, dans le cadre des dispositions du titre IV du décret n°82-453 du 28 mai 1982 susvisé, pour connaître de toutes les questions qui concernent la direction.

Article 2 : La composition du comité d'hygiène et de sécurité visé à l'article 1er ci-dessus est fixée comme suit :

- a) Représentants de l'administration : 4 membres titulaires et 4 membres suppléants nommés dans les conditions fixées à l'article 39 du décret du 28 mai 1982 susvisé ;
- b) Représentants du personnel : 7 membres titulaires et 7 membres suppléants désignés conformément aux dispositions des articles 40 du décret n°82-53 du 28 mai 1982 modifié susvisé et l'article 8 du décret n°82-452 du 28 mai 1982 susvisé ;
- c) Le médecin de prévention ;
- d) L'agent chargé de fonctions de conseil et d'assistance dans la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de la direction départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et affiché au siège de la direction.

Nancy, le 20 décembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Extrait de l'arrêté du 10 décembre 2010 portant clôture des travaux de remaniement du cadastre de la commune de VANDIERES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - La date d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de VANDIERES est fixée au 7 décembre 2010.

Article 2 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Maire de la commune de VANDIERES, ainsi qu'à Madame le Directeur Départemental des Finances Publiques et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 décembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

Direction générale

Extrait de la décision N° 2010-T01 du 10 décembre 2010 créant une tarification pour les actes à visée esthétique, pour convenance personnelle ou rituelle, et fixant un tarif pour les actes de circoncision

Le directeur général du centre hospitalier universitaire de Nancy

DECIDE

Article 1er : Il est institué au CHU de Nancy un tarif journalier de prestation applicable dans le cadre d'une hospitalisation de jour, d'une hospitalisation complète, ou de la chirurgie ambulatoire, pour la réalisation d'actes de chirurgie esthétique, à convenance personnelle, ou rituelle, non pris en charge par les organismes de sécurité sociale.

Article 2 : Ce tarif journalier est fixé à 490.00 euros.

Article 3 : Au tarif journalier, il convient d'ajouter un tarif forfaitaire de prestation spécifique à chaque type d'acte effectué. Ce tarif est calculé en fonction du coût de revient des actes et séjours concernés.

Article 4 : Le tarif forfaitaire de prestation concernant les circoncisions est arrêté à 500 euros

Article 5 : Conformément à l'article 6145.4 du Code de la Santé Publique, ces frais sont payables par avance, sur présentation d'une estimation des frais de séjour valant engagement de paiement, et signée par le patient ou son représentant légal.

Nancy, le 10 décembre 2010

Philippe VIGOUROUX
Directeur général,
Président du directoire

Délégation de signature du 14 décembre 2010 relative à l'application du code des marchés publics

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général, président du directoire du Centre hospitalier universitaire de Nancy :

Vu la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,

Vu le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

Vu le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics,

Vu le décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation à Madame Pascale BASTIEN-KÉRÉ, Directrice du système d'information, et en son absence pour congés, à Monsieur Mickaël DUWOYE, Directeur des services économiques, pour le représenter, et signer en son nom et place l'ensemble des pièces administratives et correspondances relatives aux opérations suivantes :

➤ Appel d'offres et marché à procédure adaptée concernant la Direction du système d'information :

- Etude des offres des candidats
- Etablissement du rapport d'analyse des offres présenté à la Commission de validation des marchés publics

➤ Marché négocié concernant la Direction du système d'information :

- Etude des offres et négociation avec les candidats

Article 2 : Après signature des marchés par le Directeur Général, Madame BASTIEN-KÉRÉ, et en son absence pour congés, Monsieur Mickaël DUWOYE, ont délégation pour représenter le Directeur Général et signer en son nom et place l'ensemble des pièces administratives et correspondances relatives à l'exécution des marchés publics concernant la Direction du système d'information.

Article 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires du Codes des Marchés Publics
- de rendre compte au Directeur Général des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'application des dispositions du Code des Marchés Publics par l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 5 : La présente délégation se substitue à celle du 9 septembre 2010 ; elle sera renouvelable annuellement par tacite reconduction et sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 décembre 2010

Philippe VIGOUROUX
Directeur général,
Président du directoire

